

Crise sanitaire et performance de remboursement des microcrédits en Côte d'Ivoire: une application aux PME en contexte de la Covid-19

Medical crisis and performance of refunding of the microcredit in Ivory Coast: an application to SME in context of Covid-19

KONE Gningninri Augustin

Enseignant chercheur

Unité de Formation et de Recherches des Sciences Economiques et Développement

Université Alassane Ouattara

Laboratoire de recherche en gestion des entreprises

Côte d'Ivoire

konegningninri.a@gmail.com

N'DRI Yachine Paulin

Enseignant chercheur

Unité de Formation et de Recherches des Sciences Economiques et Développement

Université Alassane Ouattara

Laboratoire de recherche en gestion des entreprises

Côte d'Ivoire

npachine@gmail.com

Date de soumission : 16/05/2022

Date d'acceptation : 11/07/2022

Pour citer cet article :

KONE G.A. & N'DRI Y.P (2022) «Crise sanitaire et performance de remboursement des microcrédits en Côte d'Ivoire: une application aux PME en contexte de la Covid-19», Revue Internationale des Sciences de Gestion «Volume 5 : Numéro 3» pp : 100 - 115

Résumé

L'objectif de cette recherche est de comprendre comment la pandémie de la COVID-19 est perçue vis-à-vis de la performance des PME à rembourser les microcrédits et quelles en sont ses implications. Pour se faire, le concept de Covid-19 a été défini puis mis en relation avec l'opportunité entrepreneuriale et la performance de remboursement de crédit des PME. Partant d'une démarche qualitative suite au caractère récent de la pandémie de Covid-19, quinze (15) entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès des gestionnaires de crédit et des dirigeants de PME exerçant dans la ville d'Abidjan au sein du commerce, des services, de l'artisanat et de l'élevage. Les répondants ont été interrogés individuellement en face à face au sein de leurs domiciles ou lieux de travail. La durée des entrevues pouvait varier entre trente minutes (30 min) et quarante minutes (40 min) par répondant. L'analyse des résultats de l'étude qualitative fait ressortir l'influence négative de la Covid-19 sur la capacité de certaines PME exerçant dans les secteurs des services en commun, spectacles, maquis, hôtellerie, tourisme à rembourser à l'échéance les prêts contractés. Toutefois, la pandémie de la Covid-19 a considérablement amélioré la performance de remboursement de crédit des PME exerçant dans l'alimentation, la distribution de gaz et des services financiers mobiles.

Mots clés : Covid-19 ; performance de remboursement ; microcrédit ; opportunité entrepreneuriale ; PME.

Abstract

The objective of this research is to understand how the Covid-19 pandemic is perceived with respect to the performance of SME to refund the microcredit and which its implications are. To do so, the concept of Covid-19 was defined and then linked to the performance of credit repayment in SMEs. Based on a qualitative approach following the recent nature of the Covid-19 pandemic, fifteen (15) semi-directing interviews were carried out near the managers of credit and the managers of SMEs working in the town of Abidjan within the trade, of the services, the craft industry and the breeding. Respondents were interviewed individually face to face in their homes or workplaces. The duration of the interviews could vary between thirty minutes (30 min) and forty minutes (40 min) per respondent. The analysis of the results of the qualitative study highlights the negative influence of Covid-19 on the capacity of some SMEs exerting in the sectors of the joint services, shows, maquis, hotel trade, tourism to refund at the limit the contracted loans. However, the Covid-19 pandemic has improved the credit repayment performance of SMEs operating in the food, the mobile financial service and gas distribution.

Keywords : Covid-19 ; reimbursement performance ; microcredit ; entrepreneurial opportunity ; SME

Introduction

Depuis plusieurs mois, la maladie à Coronavirus-19 a considérablement affecté les situations sanitaire, économique et sociale des populations du monde. En réponse à cette pandémie, plusieurs recherches ont été réalisées en médecine, en économie (Mohammad, 2020), en finance (Müller et Fabian, 2020) et en management (Makhroute & Mahssouni, 2022; Frimousse et Peretti, 2020). Ces recherches ont fait ressortir pour la plupart, les causes ou les solutions de la COVID-19 ; les implications de la maladie sur le management des entreprises (Er Rays & Ait Lemqaddem, 2021 ; Akilimali & Kalimu, 2020 ; Frimousse et Peretti, 2020) et sur le pouvoir économique et financier des nations (Constantin, 2020 ; François, 2020 ; Rayanatou, 2020). Ce qui s'en est suivi de plusieurs interventions des gouvernants (Adankanhoude, 2022) sur les plans sanitaire (distribution de gel hydro alcoolique, cache-nez, respect de la distanciation, sensibilisation des populations au respect des mesures barrières), politique (fermeture des frontières terrestres et aériennes) et économique (octroi de subvention, allègement des taxes fiscales) de peur que la chute drastique de leurs économies conduise à la faillite des entreprises à court de liquidités. Les gouvernements, les donateurs et les institutions financières reconnaissant que l'accès aux services financiers jouerait un rôle important dans la réduction de la pauvreté et la diminution de la vulnérabilité des petites et moyennes entreprises (PME) en situation de crise sanitaire. Cependant, les programmes de microcrédits sont les plus accessibles aux PME. Ainsi les interventions à travers la provision des services de microfinance sont considérées comme un instrument de politique pour les gouvernements dans leurs stratégies de réduction de la pauvreté. Ayant un accès limité au crédit, les PME restent probablement les plus vulnérables (Bennis et Oudda, 2021). La pandémie de la Covid-19 a engendré des effets économiques durables (Tekpanzo & Nonkoudje, 2022). Pour les éviter, les mesures économiques les plus efficaces étaient la fourniture rapide de liquidités (Grünenfelder et al., 2020).

En Côte d'Ivoire, suite à la pandémie de coronavirus, l'état ivoirien a mis plusieurs mécanismes de financement des PME. Parmi les dispositions les plus importantes pour soutenir l'économie dans la crise actuelle figurent d'abord l'extension l'octroi de crédits de liquidités aux PME à des taux préférentiels par les banques publiques, et le cautionnement par l'état de crédits de liquidités pour les PME ; ensuite, le prolongement par les microfinances des dates d'échéance pour les PME. Enfin, les microfinances ont octroyé un prolongement des dates d'échéances de 3 mois aux PME afin que ces dernières puissent progressivement

relancer leurs activités. Cette politique d'aide et de financement préconisée par l'état ivoirien fausse d'une part les incitations pour les banques et les microfinances à octroyer des prêts. Et d'autre part, offre probablement peu de chances d'être remboursée. Ainsi, en absence de garantie directe des PME, la problématique de remboursement doit également être examinée de manière critique, en particulier pour les petits prêts (Akilimali & Kalimu, 2020). Dans cette perspective, les différentes répercussions de la COVID-19 dans l'environnement des affaires appellent avec acuité à s'interroger sur ses implications (Bensghir & Addou, 2021) à l'égard de la performance de remboursement des PME en Côte d'Ivoire. D'où la formulation de la problématique suivante : comment la pandémie de la COVID-19 est perçue vis-à-vis de la performance des PME à rembourser les microcrédits et quelles en sont ses implications ? Ainsi, l'objet de ce papier est de comprendre, à partir de 15 entretiens semi-directifs réalisés auprès des PME ivoiriennes exerçant dans les domaines du commerce, des services, de l'artisanat et de l'élevage, comment la pandémie de la COVID-19 est perçue vis-à-vis de la performance de remboursement des microcrédits et quelles en sont ses implications. Cette communication comporte trois parties. La première présente la revue de littérature sur la COVID-19 et la performance de remboursement des microcrédits ; la seconde partie met en exergue la méthodologie qualitative adoptée et fondée sur 15 entrevues en face à face. Dans la troisième partie, les résultats de la recherche sont présentés. Nous terminons notre recherche par la conclusion qui reprend les apports et les limites de l'étude.

1. Revue de littérature sur la Covid-19 et la performance de remboursement des PME

Cette partie est consacrée au cadre conceptuel de la Covid-19, à la performance de remboursement de microcrédits ainsi qu'à l'effet de la Covid-19 sur la performance de remboursement des microcrédits au sein des PME.

1.1. La Covid-19 vécue par les PME dans le cadre du remboursement de microcrédits

La crise de la Covid-19 a influé les pratiques managériales des entreprises du monde. Elle a créé des opportunités d'innovation managériale (EL Gueddar, 2022 ; Bensghir & Addou, 2021). En effet, la pandémie de la Covid-19 conduit vers l'adaptation de la gestion des entreprises axée sur un développement économique et financier plus soucieux de la nature du personnel, du genre et de l'équité sociale. La crise de la Covid-19 remet en cause l'approche du changement progressif pour un changement de crise. Pour John Kotter (1990), il s'agit de

sentiment d'urgence (*Burning Platform*). Toutefois, la Covid-19 est très dissemblable de la crise d'urgence. La crise liée à la Covid-19 a un caractère existentiel, car elle touche à la fois l'existence des humains et celle des organisations. Le choc est à la fois violent et inattendu. En termes d'importance, les populations sont inquiètes pour leur santé et celle de leurs proches, le travail, l'entreprise et surtout leur avenir. Certaines entreprises ont vu en quelques jours leur chiffre d'affaires baisser de 50 % à 100 % dans le cas de fermeture brutale ordonnée par les pouvoirs publics dans le but de préserver la santé de la population (Bensghir & Addou, 2021 ; Constantin, 2020). L'existence humaine est présentement secouée par la chute drastique des économies due à la pandémie de la Covid-19 (arrêt de la production des entreprises et baisse de la consommation des ménages). L'apport des instances économiques et financières de soutien aux entreprises reste insatisfaisant. Les actionnaires, les dirigeants les employés et même les consommateurs reconnaissent la faiblesse des entreprises face à la Covid-19 (Akilimali & Kalimu, 2020).

1.2. Performance de remboursement de crédits dans les IMF

L'IMF est évaluée généralement par sa performance de remboursement et le niveau de son portefeuille d'activité. Ainsi, la recherche d'Honlonkou, Acclassato et Quenum (2006) soutient que le taux d'impayés détermine la performance de remboursement de microcrédits octroyés. En effet, ce taux du crédit est souvent irrécouvrable à l'échéance. Contrairement au taux du portefeuille à risque à plus de 90 jours (PAR 90) recommandé par la BCEAO qui est de 3%, le PAR 90 de l'environnement microfinancier en Côte d'Ivoire est passé de 7,8% en 2010 à plus de 8% en 2020. Le PAR représente le montant des encours de prêts affichant un retard rapporté au total des encours de prêt. Pour certains chercheurs, le taux d'impayés ne suffit pas à juger de la performance de remboursement des crédits. C'est en ce sens que les travaux d'Afey (2019) soulèvent le problème de la qualité de gouvernance des IMF de la région MENA et de son impact sur leur performance. Afin de mieux évaluer la performance de l'IMF, Afey a mis en place un indice agrégé, pour pouvoir évaluer la qualité de gouvernance des institutions opérant dans le secteur microfinancier, à partir de l'exemple de sept pays arabes de la région MENA. Cet indice regroupe à la fois les mécanismes internes et externes d'une bonne gouvernance au sein des IMF. Dans cette continuité, les résultats de la recherche de Gningninri (2019) sur le remboursement de microcrédits montrent que la proximité relationnelle perçue est déterminante dans l'accroissement de la capacité des micro-entrepreneurs à rembourser les prêts contractés. Wesselink (1995) associe au taux d'impayés,

le taux de remboursement, taux de perte sur créance et le taux de contamination du portefeuille afin d'évaluer la performance de remboursement. Dans sa recherche sur les déterminants de la performance des institutions de microcrédits dans les zones UEMOA et BRICS, Ndione (2019) évalue la performance des IMF sur plusieurs aspects. La performance sociale mesurée par un indicateur de portée qui est l'encours de crédit féminin. Le taux de rentabilité économique est utilisé pour mesurer la performance économique et enfin, la performance financière est mesurée par la rentabilité des fonds propres. Par ailleurs, des résultats obtenus des travaux de Togba (2019) sur la performance de la microfinance en Afrique de l'Ouest, il ressort une relation positive entre la pérennité financière et la profondeur de la portée sociale de l'IMF. Tout comme Wesselink (1995), pour Honlonkou et al., (2006), le taux de remboursement est un outil d'évaluation interne de l'IMF qui nécessite d'être associé à d'autres outils d'évaluation externes. Les résultats de Haguma et al., (2019) sur la relation entre la Microfinance et la Performance perçue des PME révèlent que tout comme les bonnes opportunités entrepreneuriales, le crédit influence positivement la performance perçue des PME.

1.3. Approche welfariste et approche institutionnaliste de la Microfinance

L'IMF est beaucoup étudiée à travers l'angle des *welfaristes* et celui des institutionnalistes. Le courant *welfariste*, repose sur la contribution des IMF au bien-être social des bénéficiaires (James et Woller, 2004). Ce courant soutient que « *les plus pauvres, autant que les pauvres ont besoin des services financiers...* » (Kamaha, 2019). En conséquence, l'efficacité des IMF sera jugée en fonction de leur capacité à servir durablement un nombre croissant de pauvres et d'exclus des services financiers formels (Benjamin, Eddy & Willem, 2019). Pour Hulme (2000), sont qualifiées d'efficaces, les IMF capables d'améliorer la qualité des services offerts aux clients et d'adapter continuellement les produits et services offerts aux besoins des micro-emprunteurs. Le courant *welfariste* remplace donc la performance financière par la performance sociale dont l'objectif est consacré à l'amélioration de la situation économique et sociale des micro-emprunteurs (Yunus, 2003). Quant aux institutionnalistes, l'objectif principal de l'IMF est celui de la performance financière. L'importance accordée à la viabilité financière se traduit par le fait que l'IMF *serait l'établissement de crédit le plus adapté au développement et assurer la pérennité des PME* (Kamaha, 2019). Ce point de vue traduit que les IMF disposent d'une solidité financière susceptible de satisfaire les bailleurs de fonds privés et résister à la concurrence des autres établissements financiers (Armendáriz et

Morduch, 2010). Dans cette recherche, étant donné que nous analysons la performance de remboursement des microcrédits dans les PME en contexte de la COVID-19, alors nous optons pour le courant institutionnaliste. L'IMF, communément connue dans l'espace UEMOA sous le terme de système financier décentralisé (SFD), est une institution, une structure ou une organisation qui offre des services financiers aux personnes à faibles revenus ou n'ayant pas accès au secteur financier traditionnel (Gningninri, 2019). Ces services financiers se traduisent par l'octroi de crédit de faibles montants accompagnés parfois de collecte simultanée de petits montants d'épargne et d'une série des produits intermédiaires qui sont adaptés aux clients à faibles revenus (Owusu-Boateng, 2012). Le crédit octroyé par l'IMF désigne un acte de confiance qui se traduit par un prêt en espèce consenti par un débiteur en contrepartie d'une promesse de remboursement dans un délai généralement convenu à l'avance. Le crédit indique donc une réputation de solvabilité (Diop, 2019).

1.4. Relation entre COVID-19, opportunité entrepreneuriale et performance de remboursement des microcrédits des PME

Tout comme dans les autres pays, les répercussions de la pandémie de la Covid-19 sur la performance des PME en Côte d'Ivoire sont nombreuses et divergentes selon le secteur d'activité. Ces PME sont le plus souvent créées par financement sollicité auprès des IMF. Bien que la crise de la Covid-19 ait ralenti la fluidité du niveau d'activité économique des entreprises en général (Elbacha & Touili, 2022), celle-ci a été bénéfique à d'autres PME par l'accroissement de leurs flux de revenus financiers (Bensghir & Addou, 2021). Certes certains secteurs sont à l'arrêt (services en commun, spectacle, tourisme) là où d'autres sont en surchauffe (alimentaire, santé). Certains trouvent des solutions partielles de repositionnement : livraison de repas, de produits, raccourcissement des chaînes de distribution, pour continuer de fonctionner. Les entreprises mettent en évidence dans ces moments leur agilité, leur innovation, leur adaptabilité afin de garantir leur pérennité. La relation entre la Covid-19 et l'opportunité entrepreneuriale dans le secteur alimentaire et des services est supposée être positive. Cette opinion se justifie par le fait que les besoins exprimés par les populations face à la pandémie du Coronavirus donnent la possibilité aux micro-emprunteurs de saisir les opportunités et de créer ainsi une nouvelle entreprise (Lahcen et al., 2021 ; Benjamin, Eddy & Willem, 2019). Le coronavirus a amélioré la capacité de remboursement des PME exerçant dans les domaines de l'alimentation, la santé et les services financiers mobiles. En effet, suite à l'ampleur de la maladie, les populations se sont vues obligées de faire d'énormes stocks en

produits alimentaires. Ce qui a conduit à une hausse de la demande sur le marché. De ce fait, les PME exerçant dans le domaine de l'alimentation ont connu un accroissement du volume de leurs activités qui s'est soldé par une amélioration de leur performance de remboursement. De même, la fermeture plus tôt que prévu des banques (rétrécissement du temps) a poussé les populations à plus se tourner vers les PME fournissant les services financiers mobiles (Orange Money, MTN money et Moov Flooz) pour les transactions financières. Au même moment, les PME exerçant dans les domaines de l'artisanat, le transport en commun et les services de masse ont vu leur capacité à rembourser le prêt chuter (Elbacha & Touili, 2022 ; Akilimali & Kalimu, 2020). La pandémie a des implications aussi bénéfiques que néfastes pour les PME.

2. Méthodologie de la recherche

La méthodologie de cette recherche est structurée au tour de l'étude qualitative et le traitement des données.

2.1. L'étude qualitative

Compte tenu du caractère immatrisable et récent de la pandémie de la Covid-19, nous avons jugé bon d'axer uniquement cette recherche sur l'étude qualitative afin de mieux cerner les perceptions des micro-entrepreneurs de la Covid-19 ainsi que ses implications sur leur performance de remboursement des microcrédits. L'enquête qualitative a porté sur un échantillon de sept (7) dirigeants de PME et huit (8) gestionnaires de crédit dans la ville d'Abidjan. Le nombre d'entretiens à l'égard des dirigeants de PME s'explique par le fait qu'après l'interview du quatrième dirigeant de PME, les autres dirigeants de PME interrogés ne fournissaient pas d'informations nouvelles, ce qui a conduit à s'arrêter au septième dirigeant de PME. En ce qui concerne les gestionnaires de crédit, après l'interview du cinquième agent de crédit, il a été constaté que le sixième, le septième et le huitième gestionnaire de crédit interrogés nous donnaient des informations que leurs prédécesseurs avaient déjà fournies. Par conséquent, nous avons stoppé les entretiens au huitième gestionnaire de crédit. Les répondants ont été interrogés en face à face au sein de leurs domiciles ou lieux de travail. La durée des entrevues pouvait varier entre trente minutes (30 min) et quarante minutes (40 min) par répondant. Lors des entretiens, chaque répondant devait nous expliquer les répercussions de la Covid-19 sur son volume d'activités relativement à la performance de remboursement de microcrédits. La taille de notre échantillon de 15 répondants (7 dirigeants de PME et 8 gestionnaires de crédit) obéit au principe de saturation sémantique énoncé par Gavard-Perret et al., (2008). Selon ces derniers,

la taille des entretiens qualitatifs peut être définir dès lors que les nouveaux interviewés n'apportent plus de connaissances nouvelles par rapport aux prédécesseurs. Une fois les données collectées, leur traitement a été effectué.

2.2 Le traitement de données

Pour le traitement des données, une analyse de contenu thématique a été effectuée pour garantir la validité interne de cette recherche. Cette dernière se propose de recenser les différentes perceptions des micro-emprunteurs à l'égard de leur capacité de remboursement du crédit en situation de la Covid-19. Les verbatim et les fréquences de citations de chacune des variables ont été étudiés de manière à apprécier leur importance relative chez les répondants. Bien entendu, compte tenu du caractère exploratoire de notre recherche, ces pourcentages ne prétendent pas à une quelconque représentativité statistique, mais se proposent de synthétiser, sous forme chiffrée, les tendances observées.

Les résultats de l'analyse de données se présentent comme suit :

3. Présentation de résultats

La présentation des résultats porte sur les secteurs les plus affectés, les procédures de remboursement avant et pendant la crise, l'impact de la crise sanitaire sur le remboursement ainsi que la réponse de l'État.

3.1. Les secteurs les plus touchés par la Covid-19

Les entretiens montrent que plusieurs secteurs d'activités sont touchés par le non-remboursement des prêts. Les responsables des microfinances identifient les écoles d'enseignement ; les agences de voyages ; les structures événementielles comme les plus touchés par la crise sanitaire. En effet pour ces responsables les entreprises de ces secteurs n'arrivent pas à honorer les différentes échéances de remboursements. Mais à part ces entreprises, il y a également le secteur de la restauration traditionnelle comme « les maquis » qui sont également moins touchés par la crise sanitaire.

3.2. Les procédures de remboursement avant et pendant la crise

Avant la crise sanitaire, les procédures de remboursements suivent un échéancier mensuel bien défini avant l'accord de prêt entre la microfinance et l'entreprise qui sollicite le prêt.

« Bon normalement c'est, les remboursements sont faits de façon mensuelle, voilà, chaque mois le client vient à une date réglée sont échéance, à la date de décaissement » **interview 1.**

Cependant la crise sanitaire va impacter négativement les entreprises qui ne seront plus en mesure de respecter les échéances de remboursement.

Compte tenu du nombre d'entreprises impactées, les responsables des microfinances vont mettre en place plusieurs stratégies afin de faciliter le remboursement des prêts. Les responsables des microfinances en accord avec les entreprises vont repousser les dates d'échéances de remboursement.

« Bon avec la COVID ce qu'on a essayé de faire dans notre première stratégie, on a d'abord repoussé les échéances de deux (02) mois et puis bon ensuite on a fait encore un (01) mois »

Il faut signaler que ses décalages ne sont sans conséquence pour les entreprises. Les microfinances imputent les frais liés aux décalages des échéances. « Ils ont supporté des frais de décalage, mais pendant la période, ils n'ont rien payé » **interview 3** ; « en réalité les frais qui ont été imputés pour ce décalage seront supportés à la dernière échéance » **interview 5**

« Sinon pendant la période de ces 03 mois, pour ceux qui ont accepté, aucun n'a payé de frais ».

Certaines entreprises ont continué le remboursement normal parce que ces entreprises étaient moins impactées par la pandémie de la COVID-19.

À la question de savoir quelles sont les entreprises les moins impactées et qui continuent de respecter les dates d'échéances, nos interlocuteurs montrent le secteur du transport, les entreprises de vente de voitures ; de la distribution et d'importation de poisson et surtout les entreprises qui sont dans l'alimentation comme les supermarchés ; les distributeurs de gaz et de carburants. « Bon il y a des transporteurs de marchandises si je me réfère un peu à mon portefeuille, moi mes transporteurs de marchandises n'ont pas accepté j'ai aussi les sociétés de distribution de poisson les importateurs de poissons j'ai un peu le décalage. Dans l'alimentaire ils n'ont pas accepté, j'ai aussi un client dans la location de voiture qui n'a pas accepté.

D'accord donc je disais que j'ai des clients qui sont dans l'importation de poisson qui font venir du poisson qu'ils vendent à bon prix ; c'est un peu le secteur de l'alimentaire qui est boosté. Il y a aussi des transporteurs de marchandises, gaz, carburants qui ont continué à rembourser correctement à l'échéance. Aussi des personnes qui sont dans la location de véhicules ont continué, voilà ».

3.3. Impact de la crise sanitaire sur le remboursement et stratégie de recouvrement

La crise sanitaire a eu des effets négatifs sur certaines entreprises et a impacté leurs prévisions. Cette situation n'a pas permis aux entreprises de respecter leurs engagements avec les microfinances (Akilimali & Kalimu, 2020). Les interviewés sont unanimes sur l'effet négatif de la crise sanitaire sur la performance de remboursement des entreprises.

« Ça va impacter le remboursement, parce que ça va augmenter les charges d'intérêt du prêt. Mais en même temps aussi ça permet au client de souffler, nous chez nous quand tu ne règles pas le montant à la date du jour de l'échéance il y a des pénalités qui s'ajoute sur le montant de l'échéance. »

« Donc si tu n'as pas réglé il y a des frais qui vont s'accroître et après quand tu vas faire une analyse comparative avec les frais supportés tu vas comprendre que tu vas payer plus. Au moins cinq à six fois le montant emprunté.

« Par rapport au remboursement la reprise. Ce n'est pas aisé pour tout le monde hein donc il y a certains clients pour qui on a fait des restructurations de prêts ou on a dû revoir convenir une échéance à la baisse on fait une échéance modulable parce que le client il est dans une situation où il n'arrive pas à faire 25% ou 50% de son chiffre d'affaires normal alors qu'à l'analyse de son cash-flow a été basé sur une analyse de son activité à 100%. Donc l'échéance qu'on a dégagée pour le remboursement de son crédit, le client n'est plus à même de pouvoir la supporter. Donc ce qu'on essaie de faire, c'est d'adapter l'échéance en fonction des prévisions du client jusqu'au rythme normal de son activité. »

« On fait varier le montant de l'échéance en échéance basse ; échéance moyenne ; échéance haute. Par exemple, si un client payait 5 Millions d'échéance sur un CA de 50 millions par mois, mais aujourd'hui à cause de la crise sanitaire il fait un CA de 25 millions, donc il est à 50% de son rythme normal. Donc si on veut être logique c'est comme s'il doit supporter une échéance de 2.5 millions par mois. Donc on revient avec le client l'ensemble de l'échéance. Donc si le client pense qu'il peut retrouver son activité normale dans 5 ou 6 mois donc il payera les 2.5 Millions sur cette période et après on reconduit son échéance normale. Mais tout se fait en fonction de l'analyse qu'on fait de l'activité ».

La crise sanitaire n'a pas seulement impacté les entreprises, mais a aussi impacté négativement les structures de crédit comme la microfinance.

« C'est clair que ça aura un impact, nos prévisions et sur nos résultats ; on s'attendait à des remboursements et puis bon la crise. »

« La microfinance se refinance à partir des remboursements. Tu t'attends à des remboursements qui ne sont pas effectifs, donc tu es obligé maintenant d'aller faire des emprunts ça va augmenter ton taux de refinancement ».

« Nous aussi à partir de 30 jours on les provisionne ce qui crée des charges qui vont impacter nos résultats ».

3.4. La réponse de l'État face à la Covid-19

Les différents acteurs montrent que les actions menées par le gouvernement ivoirien n'ont pas été suivies et ne permettent pas d'absorber l'effet de la crise sanitaire.

Ce constat se transparaît dans les différentes interviews que nous avons effectuées. Selon certain responsable de micro finance : « L'état n'a rien fait par rapport aux cautions de garantie, ils se sont limités seulement à la note circulaire de la BCEAO, on a cru qu'on allait avoir un suivi concret, mais bon. » **interview 6.**

« Apparemment c'était une illusion politique et monétaire ; ils font croire qu'ils soutiennent les PME, mais en réalité il n'y a rien. Mais il y a des fonds qu'ils ont essayé de mettre au niveau des banques, ce sont les échos, mais je n'ai pas de preuves concrètes qu'il fallait remplir les certaines conditions. Les conditions étaient un peu drastiques. Donc ce n'est pas destiné à toutes les PME ».

Au regard des interviews, plusieurs PME en Côte d'Ivoire ont connu une baisse du niveau de leurs activités, ce qui a conduit certaines d'entre elles à cesser temporairement voire de façon permanente leurs activités, d'autres ont subi des pertes énormes du chiffre d'affaires et ont dû licencier une part importante de son personnel employé. Toutefois, certaines d'entre elles exerçant dans la distribution ont connu une évolution importante de leur chiffre d'affaires.

Conclusion

Cette recherche avait pour objectif de comprendre comment la pandémie de la COVID-19 est perçue vis-à-vis de la performance des PME à rembourser les microcrédits et quelles en sont ses implications. Pour se faire, le concept de Covid-19 a été défini avant d'être mis en relation avec la performance de remboursement des PME. L'adoption d'une démarche qualitative suite au caractère récent de la pandémie de Covid-19 a servi à réaliser 15 entretiens semi-directifs réalisés auprès des gestionnaires de crédit et des dirigeants de PME exerçant dans la ville d'Abidjan au sein du commerce, des services, de l'artisanat et de l'élevage. Le traitement des données à travers l'analyse des verbatim et de l'occurrence des mots fait ressortir

l'influence négative de la Covid-19 sur la capacité de certaines PME (Elbacha & Touili, 2022) exerçant dans les secteurs des services en commun, spectacle, maquis, hôtellerie et du tourisme à rembourser à l'échéance les prêts contractés (Akilimali & Kalimu, 2020). Toutefois, la pandémie de la Covid-19 a considérablement amélioré la performance de remboursement (Lahcen et al., 2021 ; Bensghir & Addou, 2021) de crédit des PME exerçant dans l'alimentation (supérette, boutique), la distribution de gaz et des services financiers mobiles (Orange Money, MTN money et Moov Flooz). Par ailleurs, les répercussions de la pandémie de la Covid-19 sur l'Homme et son business appellent les décideurs (gouvernants et managers) à agir sur plusieurs fronts : répondre aux besoins immédiats des personnes, assurer la santé de l'entreprise, analyser le paysage commercial et sociétal en constante évolution et positionner l'entreprise pour prospérer dans une nouvelle normalité. Ainsi, les différents acteurs se doivent de s'efforcer d'urgence de protéger la santé de leurs économies qui passe nécessairement par l'innovation technologique et la résilience des entreprises et des populations à la crise sanitaire. Bien qu'ayant contribué à mieux cerner les perceptions des micro-entrepreneurs à l'égard de leur performance de remboursement de crédit en contexte de crise sanitaire, cette recherche comporte des limites dues au caractère exploratoire. Par conséquent, il serait primordial de tester dans les recherches futures à travers une étude quantitative, l'effet de la pandémie de la Covid-19 sur la performance des PME à rembourser les microcrédits. Aussi, les prochaines investigations pourraient porter sur la résilience des PME à la crise sanitaire et leur performance financière.

BIBLIOGRAPHIE

Adankanhoude T. M. (2022). « Impact perçu de la pandémie du coronavirus sur la performance commerciale des Très petites entreprises artisanales de contact », *Revue Française d'Economie et de Gestion*, Volume 3, Numéro 5 pp : 388-409.

Afef., T (2019). « Évaluation de la qualité de gouvernance des Institutions de microfinancement (IMF) et de son impact sur leur performance: étude de cas de la région MENA », *Global Journal of Management and Business Research*, Volume 19, Issue 2 Version 1.0 Year 2019.

Ait Lahcen, D., Oukassi, M., & Amghar, N. E. (2021). « Les déterminants de la réussite entrepreneuriale en temps de la crise sanitaire et économique : Cas des PME de la région de Rabat-Salé-Kénitra », *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 2(6), p. 225-242.

Akilimali. N J & Kalimu. L V. (2020). « Incidence de la crise sanitaire du COVID-19 sur l'endettement des Petites et Moyennes Entreprises de la ville de Bukavu », *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 1(2), p. 230-247.

Armendariz B., et Morduch J. (2010). « *The Economics of Microfinance* », MA: MIT Press.

Benjamin H.M; Eddy B.K et Willem B M. (2019), « Relation entre la Microfinance et la Performance Perçue des PME : Rôles Médiateur et Modérateur de l'Opportunité Entrepreneuriale et de la Prise de Risque », *Revue Finance Contrôle Stratégie*.

Bennis L. Et Oudda Y. (2021). « Impact de la crise économique du Covid-19 sur les Entreprises Marocaines », *Revue Française d'Economie et de Gestion* Volume 2, Numéro 3, p. 292-315.

Bensghir. A & Addou. K I (2021). « Les implications de la crise du Covid-19 sur le secteur bancaire participatif : Cas du Maroc. », *Revue Française d'Economie et de Gestion*, Volume 2, Numéro 1, p. 93-115.

Constantin. T (2020). « Implications de la crise du coronavirus en Méditerranée et au Moyen-Orient », CMI– FEMISE, p. 1-10.

Diop A N. (2019). « Taux d'intérêt et risque de crédit : analyse du comportement des banques en relation avec les petites et moyennes entreprises sénégalaises », *Revue Interventions Economiques*, 61, p. 1-20.

Elbacha L. & Touili K. (2022) « La crise sanitaire et les prêts non performants : Cas des banques marocaines », *Revue Internationale du Chercheur*, Volume 3, Numéro 2, pp : 680-697.

EL Gueddar. O (2022). « La performance durable par l'innovation responsable en post-COVID: Étude des entreprises Marocaines », *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, Volume 5, Numéro 2, pp : 537-560.

ER Rays. Y & AIT Lemqeddem. H (2021) « Concept de la performance et la crise Covid-19 : quelle ambiguïté ? », *Revue du Contrôle, de la Comptabilité et de l'Audit*, Volume 5, Numéro 4, pp : 90-109.

François (2020). « L'état de l'économie mondiale au début de la grande récession Covid-19: repères historiques, analyses et illustrations », *Alencontre*, le 12 – avril, p. 1-24.

Frimousse. S et Peretti. J-M. (2020). « Les répercussions durables de la crise sur le management », *Revue-Questions-de Management*, vol 2, n° 28, p. 159-243.

Gavard-Perret ML ; Gotteland D. ; Haon C. ; Jolibert A. (2008). « *Méthodologie de la recherche : réussir son mémoire ou sa thèse en science de gestion* », Pearson Education France.

Gningninri A. K. (2019). « Liens sociaux intervenant dans le processus de remboursement de microcrédits : une application au contexte ivoirien », *Revue Internationale de Gestion et d'Economie*, Vol. 1, n° 6, Série A- Gestion, pp. 98-121.

Honlonkou, A. ; D. Acclassato et C. Quenum. (2006). « Déterminants de la performance de remboursement dans les institutions de microfinance au Bénin », *Annals of Public and Cooperatiive Economics*, 77(1) : 53-81.

Hulme D. (2000). « Is Microdebt Good for Poor People? A Note on the Dark side of Microfinance », *Small Enterprise Development*, vol. 11, n° 1, p. 26-28.

James C. B., et Woller G. M. (2004). « Microfinance: A Comprehensive Review of the Existing Literature », *Journal of Entrepreneurial Finance and Business Ventures*, vol. 9, n° 1, p. 1-28.

Kamaha M. (2019). « La portée sociale des institutions de microfinance extra bancaires en France », *Finance Contrôle Stratégie*, vol. 22, n° 1, p. 1-28.

Makhroute. M & Mahssouni. R (2022). « Réduire l'effet du comportement anti-changement résultant du changement organisationnel cause par COVID19: Une approche par les équations structurelles », *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, Volume 5, Numéro 2, pp : 1287-1307.

Mohammad. A-Z (2020). « L'impact économique de la crise Covid-19 risque de faire encore plus de victimes que le virus lui-même dans les pays méditerranéens », *Econostrum* 24 Mars.

Müller. J et Fabian. S (2020). « L'illusion coûteuse d'une couverture complète de l'économie », *Avenir Suisse*, p.1-16.

Ndione M. (2019). « Déterminants de la performance des institutions de microcrédits dans les zones UEMOA et BRICS », Centre de REcherches En Gestion des Organisations, Thèse de doctorat en Sciences de Gestion.

Owusu-Boateng, K. (2012). « An Assessment of Customer Satisfaction in the Micofinance Industry: A Case Study of Opportunity International Savings and Loans Limited, Ph.D. dissertation », Kwame Nkrumah University of Science and Technology.

Rayanatou. K ; L (2020). « Évaluation rapide de besoins des entreprises », Groupe de Femmes Emergentes (p. 1-7).

Tekpanzo. K L & Nonkoudje S G (2022). « Effet de la crise sanitaire du covid-19 sur l'endettement des très petites entreprises agro-alimentaires au Benin », *Revue Internationale des Sciences de Gestion* », Volume 5, Numéro 2, pp : 1308-1329.

Togba E.L.P (2019). « Performance de la microfinance en Afrique de l'Ouest », Série de documents de travail N° 319, Banque africaine de développement, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Wesselink, B. (1995). « Monitoring guidelines for semi-formal financial institutions active in small enterprise finance », Working paper, 9, BIT, Genève, Suisse.

Yunus M. (2003). « *Bank to the Poor, Public Affairs*, New York 223 p ».